

Ambassadeur Musavyarabona joue l'avocat du diable !

@rib News, 07/03/2011
 De : Ambassadeur Gaspard Musavyarabona
 Date : 7 mars 2011
 Objet : Démenti contre Nzobonimpa Manassé
 J'aimerais opposer un démenti ferme contre les allégations de l'Honorable Nzobonimpa Manassé propos du détournement de 13 millions de dollars qu'il met sur le compte de l'Honorable Jérémie Ngendakumana, de l'Ombudsman Rukara, des ministres Nizigama Clotilde et Saïdi Kibeya. En tant qu'ancien Ambassadeur du Burundi en Ouganda de 2008 à 2011, j'ai eu à suivre le dossier du remboursement de la dette ougandaise en faveur du Burundi, puisque ce remboursement était en cours depuis 2005, année de la conclusion d'un accord de remboursement échelonné sur 5 ans jusqu'en 2010.

Cette dette a donc été payée par tranches, capital et intérêts, et le dernier paiement a été effectué en 2010. En conséquence, 1) il est mathématiquement impossible que les personnalités citées aient pu emporter une somme qui devait être payée en tranches arrêtees de commun accord entre les deux gouvernements: 2) l'auteur des accusations et les sites qui reprennent ses accusations se contredisent sur le montant de la somme : le communiqué de Manassé Nzobonimpa parle de 11 millions de dollars, les sites web (Burundi News et Burundi transparence et autres) annoncent 13 millions de dollars comme étant les chiffres avancés par le député de l'EALA. Je suis outré par cette campagne de dénigrement et ces accusations sans preuves, et par cette attaque directe contre les institutions. Je regrette infiniment, chez mes compatriotes l'origine de ces ragots les excès de langage envers les institutions et indirectement envers le Chef de l'Etat. Je regrette le peu de patriotisme et de respect de soi, le peu d'honnêteté intellectuelle dont ils font preuve dans leurs déclarations. Cela ne nous honore pas devant l'opinion publique nationale et internationale. Son Excellence Honorable Pierre Nkurunziza, Président de la République du Burundi, en déclarant la "Tolérance zéro" dans la lutte contre la corruption, a admis implicitement et publiquement, que la corruption existe. Des mesures de lutte contre celle-ci ont été prises et les premiers résultats sont manifestes. D'autre part, le Burundi n'est pas le pays le plus corrompu si on le compare à d'autres pays de la région, et même aux autres pays dans les cinq continents. La bataille ne fait que commencer, attendons dès lors les résultats. Il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain. Ambassadeur Gaspard Musavyarabona. NDIRA : On notera que les accusations de Manassé Nzobonimpa portent sur un détournement effectué en Ouganda en 2007, soit une année avant l'entrée en fonction de Gaspard Musavyarabona comme Ambassadeur dans ce pays. Son témoignage sur ce qui s'est passé à son absence ne semble pas fiable, et son intervention dans ce dossier pose plus de questions qu'elle n'apporte de réponses. Rappelons en outre, ce que semble ignorer l'Ambassadeur Musavyarabona, que le Burundi a été classé comme le pays le plus corrompu d'Afrique de l'Est, selon une enquête réalisée en 2010 par une organisation non gouvernementale anti-corruption, Transparency International. Lire les détails